RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DU BUDGET

DOCUMENT N°3

**RAPPORT D'EXECUTION DE LA LOI DE
FINANCES A FIN JUIN 2016**

Kinshasa, Octobre 2016

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
LISTE DES ACRONYMES	2
LISTE DES TABLEAUX	3
INTRODUCTION	4
I. CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET	5
II. ETAT D'EXECUTION DES AGREGATS BUDGETAIRES	6
2.1 RESSOURCES BUDGETAIRES MOBILISEES	6
2.1.1 Recettes du budget général.	8
2.1.1.1 Recettes internes	8
2.1.1.2 Recettes extérieures	15
2.1.2 Recettes des budgets annexes	16
2.1.3 Recettes des comptes spéciaux	17
2.2 EXECUTION DES DEPENSES	18
2.2.1. Budget général	18
2.2.2. Budgets annexes	32
2.2.3. Comptes spéciaux	32
2.3. Exécution du Budget par axe du Programme d'action du Gouvernement (PAG) ..	33
2.4. Solde budgétaire à fin juin 2016	35
CONCLUSION	36

LISTE DES ACRONYMES

BAD	: Banque Africaine de Développement
BPO	: Budget Pour Ordre
CII	: Coordination Informatique Interministérielle
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DPSB	: Direction de la Préparation et du Suivi du Budget
DTO	: Direction de Trésor et Ordonnancement
EPSP	: Enseignement Primaire et Secondaire
ETP	: Enseignement Technique et Professionnel
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FC	: Franc Congolais
FONER	: Fonds National d'Entretien Routier
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
ISF	: Impôt Spécial Forfaitaire
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PTR	: Plan de Trésorerie
PTNTIC	: Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
RDC	: République Démocratique du Congo
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

N° Tableau	Intitulé
1	Principaux indicateurs macroéconomiques
2	Prévisions et réalisations des recettes à fin juin 2016
3	Recettes des douanes et accises réalisées à fin juin 2016
4	Recettes des impôts réalisées à fin juin 2016
5	Recettes encadrées par la DGRAD (hors pétroliers producteurs) à fin juin 2016
6	Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2016
7	Décaissements des ressources extérieures à fin juin 2016
8	Recettes des Budgets annexes à fin juin 2016
9	Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2016
10	Exécution des dépenses par fonction
11	Exécution des dépenses par rubrique budgétaire
12	Exécution des charges communes à fin juin 2016
13	Contreparties des projets
14	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres
15	Dette publique et frais financiers
16	Transferts en Provinces
17	Dépenses des rémunérations
18	Dépenses de lutte contre la pauvreté
19	Dépenses des comptes spéciaux
20	Exécution des dépenses par axe

INTRODUCTION

Le présent rapport porte sur l'exécution de la Loi de finances au cours du premier semestre de l'exercice 2016. Il rend compte de la situation de mobilisation des ressources et de leurs affectations ainsi que de la mise en œuvre de mesures fiscales et administratives arrêtées dans la Loi de finances rectificative de l'exercice en cours.

Annexé au projet de Loi de finances de l'exercice 2017, conformément à l'article 79 point 3 de la Loi relative aux finances publiques, ce rapport se fonde sur les statistiques des Etats de Suivi Budgétaire (ESB) conciliés avec le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) ainsi que celles fournies par les administrations financières. Ces ESB sont disponibles sur le site internet du Ministère du Budget (www.budget.gouv.cd).

Le présent rapport s'articule autour de trois points ci-après :

- Contexte d'exécution du budget à fin juin 2016 ;
- Etat d'exécution des agrégats budgétaires ;
- Conclusion.

I. CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET

A l'instar des lois de finances précédentes de la mandature, la Loi de finances de l'exercice 2016 a été élaborée dans l'optique de la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2012 – 2016.

La Loi de finances 2016 s'exécute dans un contexte caractérisé, d'une part, par une faible mobilisation des recettes consécutive à la chute des cours des principaux produits d'exportation du pays et, d'autre part, par une forte pression exercée par les dépenses sécuritaires et celles relatives au processus électoral.

Le contexte économique ci-haut évoqué a négativement impacté les objectifs macro-économiques fixés et a conduit à la rectification de la loi de finances de l'exercice 2016.

Les principaux indicateurs macroéconomiques ayant soutenu l'élaboration de la Loi de finances de l'exercice 2016 ont évolué conformément au tableau 1 ci-après.

Tableau 1 : Principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	Loi Initiale 2016	Loi Rectificative 2016
Taux de croissance du PIB (objectif)	9,0%	5,30%
Déflateur du PIB	3,41%	3,33%
Taux d'inflation moyen	3,4%	4,10%
Taux d'inflation fin période (objectif)	3,3%	4,20%
Taux de change moyen	933,45 FC / USD	948,50 FC / USD
Taux de change fin période	939,90 FC / USD	970,00 FC / USD
PIB nominal (en milliards de FC)	41 027,0	37 783,94

Il ressort de ce tableau notamment que l'objectif de croissance a été revu à la baisse de 9,0% à 5,3%, tandis que celui d'inflation a été revu à la hausse de 3,3% à 4,2%.

II. ETAT D'EXECUTION DES AGREGATS BUDGETAIRES

Ce point décrit la situation des recettes réalisées et des dépenses exécutées à fin juin 2016 ainsi que le solde qui en résulte.

2.1 RESSOURCES BUDGETAIRES MOBILISEES

Au premier semestre 2016, les recettes globales mobilisées s'élèvent à **2.305,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.347,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **68,9%**. Ces recettes sont ventilées comme suit :

- **1.857,1 milliards de FC** au titre du budget général, contre une prévision linéaire de **2.748,7 milliards de FC** ;
- **352,9 milliards de FC** pour les budgets annexes, contre une prévision linéaire de **415,2 milliards de FC** ;
- **95,7 milliards de FC** au titre des comptes spéciaux, contre une prévision linéaire de **183,3 milliards de FC**.

Le tableau n°2 indique le type de budget et leur niveau des réalisations par rapport aux prévisions.

Tableau 2 : Prévisions et réalisations des recettes à fin juin 2016

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2016					
		PREVISIONS 2016 LFR / VOTE	Struct. (%)	% PIB	PROJECTIONS LINEAIRES FIN JUIN	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal. (%)
I.	BUDGET GENERAL	5 497 471 597 384	82,1	14,9	2 748 735 798 692	1 857 123 391 375	67,6
I.1.	RECETTES INTERNES (POUVOIR CENTRAL)	4 386 986 092 194	65,5	11,9	2 193 493 046 097	1 715 589 000 000	78,2
I.1.1.	RECETTES COURANTES	4 293 641 092 194	64,1	11,6	2 146 820 546 097	1 715 589 000 000	79,9
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	1 835 577 888 634	27,4	5,0	917 788 944 317	713 845 000 000	77,8
I.1.1.2	Recettes des Impôts	1 737 524 626 261	26,0	4,7	868 762 313 131	705 086 000 000	81,2
I.1.1.4	Recettes non Fiscales	586 930 546 763	8,8	1,6	293 465 273 382	268 959 000 000	91,6
1°	DGRAD	586 930 546 763	8,8	1,6	293 465 273 382	245 685 000 000	83,7
2°	AUTRES	0	0,0	0,0	0	23 274 000 000	
a.	Bonus sur contrat chinois _ Pas de porte minier		0,0	0,0	0		
b.	Autres recettes		0,0	0,0	0	23 274 000 000	
I.1.1.5	Recettes des Pétroliers Producteurs	133 608 030 536	2,0	0,4	66 804 015 268	27 699 000 000	41,5
1°	DGI	60 810 796 729	0,9	0,2	30 405 398 365	9 151 575 935	30,1
2°	DGRAD	72 797 233 807	1,1	0,2	36 398 616 904	18 547 424 064	51,0
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	93 345 000 000	1,4	0,3	46 672 500 000	0	0,0
I.1.2.1	Dons et legs intérieurs courants	0	0,0	0,0	0	0	0
I.1.2.2	Dons et legs intérieurs projets	0	0,0	0,0	0	0	0
I.1.2.3	Remboursement de prêts et avances	0	0,0	0,0	0	0	0
I.1.2.4	Produits des emprunts intérieurs	93 345 000 000	1,4	0,3	46 672 500 000		0,0
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	1 110 485 505 190	16,6	3,0	555 242 752 595	141 534 391 375	25,5
I.2.1.	RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES	131 409 350 633	2,0	0,4	65 704 675 317	1 397 000 000	2,1
I.2.1.1	Emprunt Programme			0,0	0	0	
I.2.1.2	Dons Budgétaires	101 002 645 337	1,5	0,3	50 501 322 669		0,0
I.2.1.3	Ressources PPTE	30 406 705 296	0,5	0,1	15 203 352 648	1 397 000 000	9,2
a.	Ressources PPTE (C2D)	30 406 705 296	0,5	0,1	15 203 352 648	1 397 000 000	9,2
b.	Ressources Allègements IADM		0,0	0,0	0		
I.2.2.	Recettes de Financement des Investissements	979 076 154 557	14,6	2,6	489 538 077 279	140 137 391 375	28,6
I.2.2.1	Dons Projets	606 238 092 310	9,1	1,6	303 119 046 155	140 137 391 375	46,2
I.2.2.2	Emprunts Projets	372 838 062 247	5,6	1,0	186 419 031 124	0	0,0
a)	Bilatéraux et Multilatéraux	16 139 312 247	0,2	0,0	8 069 656 124		0,0
b)	Emprunts obligataires	256 698 750 000	3,8	0,7	128 349 375 000		0,0
c)	Consortium HUAWEI-Exim Bank Argisol	100 000 000 000	1,5	0,3	50 000 000 000		0,0
II.	BUDGETS ANNEXES	830 357 234 210	12,4	2,2	415 178 617 105	352 901 824 539	85,0
III.	COMPTES SPECIAUX	366 677 671 524	5,5	1,0	183 338 835 762	95 692 550 078	52,2
III.1	FONER	113 860 573 845	1,7	0,3	56 930 286 922	53 430 972 673	93,9
III.2	Fonds de Promotion de l'Education	3 797 653 890	0,1	0,0	1 898 826 945	1 388 042 497	73,1
III.3	Fonds de Promotion Culturelle	6 045 492 959	0,1	0,0	3 022 746 480	2 971 359 789	98,3
III.4	Fonds de Promotion de l'Industrie	134 193 641 429	2,0	0,4	67 096 820 714	23 685 177 712	35,3
III.5	Fonds de Contrepartie	10 533 913 941	0,2	0,0	5 266 956 971	747 907 890	14,2
III.6	OPEC	588 380 919	0,0	0,0	294 190 460		0,0
III.7	RVA (Go pass)	83 475 130 200	1,2	0,2	41 737 565 100	12 646 482 225	30,3
III.8	Fonds Forestier National	14 182 884 341	0,2	0,0	7 091 442 171	822 607 292	11,6
	TOTAL RECETTES / FC	6 694 506 503 118	100,0	18,1	3 347 253 251 559	2 305 717 765 992	68,9

Source : DPSB

2.1.1 Recettes du budget général.

Les recettes réalisées au titre du budget général à fin juin 2016 s'élèvent à **1.857,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.748,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **67,6%**.

Les recettes du budget général sont constituées des recettes internes de l'ordre de **1.715,6 milliards de FC** et des recettes extérieures de **141,5 milliards de FC**.

2.1.1.1 Recettes internes

Les recettes internes mobilisées au cours du premier semestre 2016 portent essentiellement sur les recettes courantes. Elles affichent un taux de réalisation de **78,2%**, soit **1.715,6 milliards de FC** contre les assignations de la période de **2.193,5 milliards de FC**.

Les recettes courantes réalisées sont de l'ordre de **1.715,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.146,8 milliards FC**, soit **79,9%**. Elles se composent des recettes des douanes et accises, des impôts, des recettes non fiscales ainsi que de celles des pétroliers producteurs.

a. Recettes des douanes et accises

Les recettes des douanes et accises mobilisées au premier semestre 2016 se chiffrent à **713,8 milliards de FC**. Comparées aux prévisions de la période chiffrées à **917,8 milliards de FC**, elles enregistrent un taux de réalisation de **77,8%**. Les réalisations de ces recettes sont présentées par nature dans le tableau 3.

Tableau 3 : Recettes des douanes et accises réalisées à fin juin 2016

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.
I	Impôts généraux sur les biens et services	784 738 675 701	392 369 337 851	307 747 473 529	78,4
II.	Droits d'accises	437 464 961 615	218 732 480 808	208 378 845 711	95,3
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	594 196 666 435	297 098 333 217	195 302 604 392	65,7
IV.	Taxes à l'exportation	16 790 324 270	8 395 162 135	1 933 696 309	23,0
V.	Amendes et Pénalités	2 387 260 613	1 193 630 307	482 380 059	40,4
TOTAL DGDA		1 835 577 888 634	917 788 944 317	713 845 000 000	77,8

Source : DPSB

Les recettes des douanes et accises réalisées à cette période proviennent des impôts généraux sur les biens et services de **307,7 milliards de FC**, des droits d'accises de **208,4 milliards de FC**, des droits de douanes et autres droits à l'importation de **195,3 milliards de FC**, des taxes à l'exportation de **1,9 milliards de FC**, ainsi que des amendes et pénalités de **0,5 milliards de FC**.

La réalisation de ces recettes s'est heurtée à de nombreuses difficultés, notamment :

- La baisse du volume et de la valeur des marchandises importées consécutive à la chute des cours des matières premières, ayant entraîné la fermeture de la Compagnie Minière du Sud Katanga et la suspension d'activités de sept entreprises ci-après : Groupe Bazano, Compagnie Minière de Dilala, Feza Mining, la Minière de Kasombo, Huachin Mining, Major Drilling Congo et Kamoto Copper Company (KCC), soit une perte estimée à **26 milliards de FC** par mois ;

- La baisse des recettes des accises à la suite notamment de la fermeture des entreprises brassicoles : Brasimba/Kolwezi (**1,2 milliards de FC** par mois), Bralima/Mbandaka (**0,13 milliard de FC** par mois) et Bralima/Kananga (**0,1 milliard de FC** par mois), soit une perte mensuelle totale estimée à **1,4 milliards de FC**;
- La baisse des recettes au poste frontalier de Lufu à la suite de l'interdiction par le Gouvernement Angolais d'exporter certains produits vers la RDC, soit une perte d'environ **1,8 milliards de FC** par mois ;
- Le non nivellement des recettes versées à la BIAC dont la hauteur se situe autour de **4,5 milliards de FC** ;
- La situation sécuritaire peu favorable dans la partie orientale du pays.

b. Recettes des impôts

Les recettes des impôts collectées à fin juin 2016 se chiffrent à **705,1 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **868,8 milliards de FC**, elles représentent un taux de réalisation de **81,2%**.

Les réalisations de ces recettes sont présentées par nature d'impôts dans le tableau 4.

Tableau 4 : Recettes des impôts réalisées à fin juin 2016

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.
I	Impôts sur les rémunérations	633 762 332 653	316 881 166 327	263 504 512 172	83,16
II.	Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux immobiliers	436 500 884 209	218 250 442 105	130 985 334 840	60,02
III.	Impôts et Taxes sur les biens et services	628 274 872 672	314 137 436 336	301 594 489 115	96,01
IV.	Autres recettes	38 986 536 726	19 493 268 363	9 001 663 872	46,18
TOTAL DGI HORS PETROLIERS		1 737 524 626 261	868 762 313 130	705 086 000 000	81,16

Source : DPSB

Les recettes des impôts réalisées sont constituées de :

- impôts professionnels sur les rémunérations : **263,5 milliards de FC**;
- impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers : **130,9 milliards de FC**;
- impôts et taxes sur les biens et services : **301,5 milliards de FC** ;
- autres recettes : **9,0 milliards de FC**.

La contreperformance observée est due aux facteurs ci-après :

- **Au titre d'Impôt sur les Bénéfices et Profits (IBP)** : faible niveau de réalisation du solde de l'IBP consécutif à la récupération des acomptes provisionnels payés aux mois de juillet et novembre 2015, entraînant ainsi un crédit d'impôt de **63,7 milliards de FC**.
- **Au titre d'Impôt Professionnel sur les Rémunérations (IPR-IERE)** :
 - non recouvrement de l'IPR sur les primes, collations et autres avantages tant pour les membres des Institutions politiques que pour les employés des sociétés commerciales du portefeuille de l'Etat ;
 - reversement partiel ou non de l'IPR retenu dans le chef des entreprises du portefeuille de l'Etat ;
 - fermeture et suspension des activités dans le secteur minier avec pour conséquence la réduction sensible des effectifs du personnel de ces sociétés.
- **Au titre de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)**:
 - ralentissement des activités des sous-traitants miniers à la suite de la baisse des cours des métaux impactant négativement le niveau de la TVA collectée dans le secteur ;

- reversement partiel de la TVA nette collectée par les entreprises du portefeuille de l'Etat.

c. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales réalisées à fin juin 2016 se situent à **268,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **293,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **91,6%**. Elles comprennent les recettes DGRAD hors pétroliers producteurs et diverses autres recettes.

Les recettes de la DGRAD hors pétroliers producteurs ont été réalisées à hauteur de **245,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **293,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **83,7%**.

Les réalisations de ces recettes sont présentées par nature et par service d'assiettes dans le tableau 5.

Tableau 5 : Recettes encadrées par la DGRAD (hors pétroliers producteurs) à fin juin 2016

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	324 876 643 102	162 438 321 551	140 479 037 202	86,5
22	AFFAIRES ETRANGERES	26 040 090 565	13 020 045 282	3 344 841 014	25,7
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	214 569 174	107 284 587	166 871 285	155,5
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	4 055 395 047	2 027 697 523	157 306 781	7,8
29	ÉCONOMIE NATIONALE	8 178 905 127	4 089 452 563	1 382 320 397	33,8
30	FINANCES	1 723 680 036	861 840 018	161 776 667	18,8
31	BUDGET	1 564 770 642	782 385 321	1 000 000	0,1
32	PLAN	78 884 685	39 442 342	26 159 671	66,3
37	SANTE	20 492 270 910	10 246 135 455	7 164 821 614	69,9
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	1 046 263 548	523 131 774	71 552 984	13,7
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	77 336 298	38 668 149	3 400 988	8,8
42	TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES	236 432 548	118 216 274	267 836 377	226,6
44	AGRICULTURE, PÊCHE ET ÉLEVAGE	7 847 431 839	3 923 715 920	3 709 415 544	94,5
46	INDUSTRIE	10 214 683 018	5 107 341 509	1 856 332 537	36,3
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	19 560 786 312	9 780 393 156	12 646 216 484	129,3
50	ÉNERGIE	1 922 196 068	961 098 034	660 409 581	68,7
51	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	17 388 599 339	8 694 299 670	2 442 220 485	28,1
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	74 821 607 210	37 410 803 605	36 752 637 187	98,2
52	POSTES, TÉLÉPHONES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	67 315 355 647	33 657 677 823	57 134 294 042	169,8
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	1 299 638 389	649 819 194	55 125 970	8,5
57	TOURISME	12 020 603 881	6 010 301 941	1 895 061 570	31,5
58	CULTURE ET ARTS	3 398 610 385	1 699 305 193	176 548 596	10,4
60	JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	2 738 348 624	1 369 174 312	653 115 843	47,7
62	EMPLOI ET TRAVAIL	18 379 346 128	9 189 673 064	4 777 235 224	52,0
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	11 417 520 138	5 708 760 069	0	0,0
64	AFFAIRES SOCIALES	0	0	945 050	
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	12 843 317 545	6 421 658 772	4 971 591 310	77,4
II.	RECETTES JUDICIAIRES	24 181 596 806	12 090 798 403	7 772 472 302	64,3
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	1 448 933 108	724 466 554	163 755 493	22,6
85	POLICE NATIONALE	17 644 400 595	8 822 200 298	5 388 007 691	61,1
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	5 088 263 103	2 544 131 551	2 220 709 118	87,3
III.	RECETTES DOMANIALES	230 165 344 468	115 082 672 234	93 247 161 729	81,0
43	URBANISME ET GESTION IMMOBILIÈRE	1 283 594 315	641 797 158	696 549 117	108,5
48	MINES (Secr. Gén. + CAMI)	160 915 988 222	80 457 994 111	69 400 918 904	86,3
49	HYDROCARBURE	11 645 077 302	5 822 538 651	5 364 121 201	92,1
55	AFFAIRES FONCIÈRES	29 818 075 463	14 909 037 732	6 566 957 051	44,0
56	ENVIRONNEMENT	26 502 609 166	13 251 304 583	11 218 615 455	84,7
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	7 706 962 388	3 853 481 194	4 186 328 768	108,6
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	7 706 962 388	3 853 481 194	4 186 328 768	108,6
V.	PART DES PROVINCES	0	0	0	
	SOUS - TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS	586 930 546 763	293 465 273 382	245 685 000 000	83,7

Source : DPSB fin juin 2016.

Les recettes encadrées par la DGRAD proviennent des recettes administratives de **140,5 milliards de FC**, des recettes judiciaires de **7,8 milliards de FC**, des recettes domaniales de **94,9 milliards de FC** et des recettes de participation de **4,2 milliards de FC**.

L'essentiel de ces recettes provient des services générateurs ci-après :

- Mines : **71,1 milliards de FC ;**
- PT-NTIC : **57,1 milliards de FC ;**
- ARPTC : **36,8 milliards de FC ;**
- Commerce Extérieur : **12,6 milliards de FC ;**
- Environnement : **11,2 milliards de FC ;**
- Santé : **7,2 milliards de FC ;**
- Affaires foncières : **6,6 milliards de FC ;**
- Police Nationale : **5,4 milliards de FC ;**
- DGM : **5,0 milliards de FC ;**
- Emploi et Travail : **4,8 milliards de FC.**

La contreperformance dans la réalisation des recettes non fiscales s'explique notamment par la diminution des ordonnancements de la redevance minière, dans la province du Haut-Katanga, consécutive à la fermeture et à la suspension d'activités des entreprises du secteur minier.

d. Recettes des pétroliers producteurs

A fin juin 2016, les pétroliers producteurs ont alimenté le trésor public à hauteur de **27,7 milliards de FC** contre une prévision de la période évaluée à **66,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **41,5%**.

Les réalisations de ces recettes sont présentées par administration financière dans le tableau 6.

Tableau 6 : Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2016

Code - Art	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2016			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATION FIN JUIN 2016	TAUX REAL.
	Pétroliers producteurs	133 608 030 536	66 804 015 268	27 699 000 000	41,5
I.	DGI	59 786 716 778	29 893 358 389	9 151 575 935	30,6
II.	DGRAD	73 821 313 758	36 910 656 879	18 547 424 064	50,2

Source : DPSB

Ces réalisations comprennent la quote-part fiscale relevant de la Direction Générale des Impôts évaluée à **9,2 milliards de FC** et la part des recettes non fiscales arrêtées à **18,5 milliards de FC**. Ces dernières sont constituées de la marge distribuable de l'ordre de **8,7 milliards de FC**, des royalties de **6,1 milliards de FC**, du dividende on-shore de **1,7 milliards de FC** et de la participation offshore de **2,1 milliards de FC**.

2.1.1.2 Recettes extérieures

Le niveau des décaissements des recettes extérieures se situe à **141,5 milliards de FC** contre une prévision de la période de **555,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **25,5%**. Ces ressources ont trait aux appuis budgétaires (**1,4 milliards de FC**) et au financement des investissements (**140,1 milliards de FC**).

Les recettes de financement des investissements proviennent notamment des partenaires ci-après :

- Banque Mondiale : **101,0 milliards de FC ;**
- Banque Africaine de Développement : **24,9 milliards de FC ;**
- Union Européenne : **7,4 milliards de FC ;**
- Royaume Uni : **0,6 milliard de FC.**

Les appuis budgétaires de l'ordre de **1,4 milliard de FC** proviennent du financement obtenu dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) conclu avec la France.

Les décaissements sur les ressources extérieures sont repris dans le tableau 7.

Tableau 7 : Décaissements des ressources extérieures à fin juin 2016

N°	RUBRIQUES / SERVICES	LOI DE FINANCES 2016			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.
I.	RECETTES EXTERIEURES	1 110 485 505 190	555 242 752 595	141 534 391 375	25,5
1.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	131 409 350 633	65 704 675 317	1 397 000 000	2,1
16.131.	Emprunt programme	0	0	0	
73	Dons budgétaires	101 002 645 337	50 501 322 669	0	0,0
73.4	Ressources PPTE	30 406 705 296	15 203 352 648	1 397 000 000	9,2
1°	<i>Ressource PPTE</i>	<i>30 406 705 296</i>	<i>15 203 352 648</i>	<i>1 397 000 000</i>	<i>9,2</i>
2°	<i>Ressources Allègement IADM</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
1.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	979 076 154 557	489 538 077 279	140 137 391 375	28,6
11	Dons projets	606 238 092 310	303 119 046 155	140 137 391 375	46,2
1 612	Emprunts projets	372 838 062 247	186 419 031 124	0	0,0
TOTAL RECETTES BUDGET GLOBAL		1 110 485 505 190	555 242 752 595	141 534 391 375	25,5

Source : DPSB

2.1.2 Recettes des budgets annexes

Les recettes des budgets annexes sont constituées essentiellement de recettes propres des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire ainsi que des hôpitaux généraux de référence et centres de santé. Elles sont fonction de la saisonnalité des actes générateurs, de leur taux, des effectifs taxés (étudiants, patients).

A fin juin 2016, ces recettes se chiffrent à **352,9 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **415,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **85,0%** comme repris au tableau 8

Tableau 8 : Recettes de Budgets annexes à fin juin 2016

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2016	Taux Réal. (%)
1	Recettes des Universités et Instituts Supérieurs	194 091 191 706	97 045 595 853	82 488 756 475	85,0
2	Recettes des Hôpitaux Généraux de référence	636 266 042 504	318 133 021 252	270 413 068 064	85,0
	TOTAL RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	830 357 234 210	415 178 617 105	352 901 824 539	85,0

Source : DPSB

2.1.3 Recettes des comptes spéciaux

Les recettes réalisées à fin juin 2016 se situent à **95,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **183,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **52,2%** comme indiqué dans le tableau 9.

Ces recettes concernent les comptes d'affectation spéciale répertoriés en 2016, à savoir le Fonds National d'Entretien Routier, le Fonds de Promotion de l'Education National, le Fonds de Promotion Culturel, le Fonds de Promotion de l'Industrie, le Fonds de Contrepartie des Projets, l'Office des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises, et la Régie de Voies Aériennes.

Tableau 9 : Recettes de Comptes spéciaux à fin juin 2016

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2016	Taux Réal. (%)
1	FONER	113 860 573 845	56 930 286 923	53 430 972 673	93,9
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION (FPEN)	3 797 653 890	1 898 826 945	1 388 042 497	73,1
3	FONDS DE CONTREPARTIE	10 533 913 941	5 266 956 971	747 907 890	14,2
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	134 193 641 429	67 096 820 715	23 685 177 712	35,3
5	OFFICE DE PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE DU CONGO (OPEC)	588 380 919	294 190 460		0,0
6	REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	83 475 130 200	41 737 565 100	12 646 482 225	30,3
7	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	14 182 884 341	7 091 442 171	822 607 292	11,6
8	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE (FPC)	6 045 492 959	3 022 746 480	2 971 359 789	98,3
	TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	366 677 671 524	183 338 835 762	95 692 550 078	52,2

Source : DPSB

2.2 EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses globales exécutées à fin juin 2016 se chiffrent à **2.473,6 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **3.347,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **73,9%**. Ce montant se ventile comme suit :

- Budget général : **2.036,3 milliards de FC** ;
- Budget annexe : **352,9 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **84,4 milliards de FC**.

2.2.1. Budget général

Les dépenses du budget général exécutées à fin juin 2016, se chiffrent à **2.036,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.748,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **74,1%**.

Par étape de la dépense publique, l'exécution se présente comme suit:

- Engagement** : **2.299,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2 748,7 milliards de FC**, soit un taux de **83,6%** ;
- Liquidation** : **2.295,0 milliards de FC**, soit **99,8%** des engagements ;
- Ordonnancement** : **2.252,4 milliards de FC**, soit **98,1%** des liquidations ;
- Paiement** : **2.036,3 milliards de FC**, soit **90,4%** des ordonnancements.

2.2.1.1. Exécution des dépenses par fonction

Par rapport aux fonctions de l'Etat, l'exécution des dépenses des administrations publiques présente les statistiques ci-après :

- **Services généraux des administrations publiques : 847,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.020,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **83,0%** ;
- **Défense : 183,9 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **194,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **94,4%** ;
- **Ordre et sécurité publics : 188,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **238,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **79,3%** ;
- **Affaires économiques : 218,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **493,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **44,3%** ;
- **Protection de l'environnement : 11,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **30,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **36,1%** ;
- **Logement et équipements collectifs : 14,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **26,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **54,2%** ;
- **Santé : 102,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **188,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **54,2%** ;
- **Religion, culture, sports et loisirs : 37,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **33,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **109,6%** ;
- **Enseignement : 404,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **475,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **85,1%** ;

- **Protection sociale : 28,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **46,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **60,0%**.

Tableau 10 : Exécution des dépenses par fonction

N°	Fonction	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016					
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	Struct voté (%)	Exécution	Struct voté (%)	Taux Exéc. (%)
01	Services Généraux des Administrations Publiques	2 041 456 406 917	1 020 728 203 459	37,1	847 706 830 221	41,6	83,0
02	Défense	389 637 961 446	194 818 980 723	7,1	183 888 225 838	9,0	94,4
03	Ordre et Sécurité publics	476 145 963 345	238 072 981 673	8,7	188 831 106 052	9,3	79,3
04	Affaires Economiques	986 017 364 698	493 008 682 349	17,9	218 623 690 816	10,7	44,3
05	Protection de l'environnement	61 399 318 066	30 699 659 033	1,1	11 085 702 461	0,5	36,1
06	Logement et équipements collectifs	53 928 729 640	26 964 364 820	1,0	14 625 502 163	0,7	54,2
07	Santé	377 027 251 451	188 513 625 726	6,9	102 129 901 014	5,0	54,2
08	Religion, culture, sports et loisirs	67 844 746 929	33 922 373 465	1,2	37 171 150 300	1,8	109,6
09	Enseignement	950 098 068 213	475 049 034 107	17,3	404 069 681 191	19,8	85,1
10	Protection sociale	93 915 786 679	46 957 893 340	1,7	28 190 301 260	1,4	60,0
	TOTAL GENERAL	5 497 471 597 384	2 748 735 798 692	100,0	2 036 322 091 315	100,0	74,1

Source : ESB/DPSB

2.2.1.2. Exécution des dépenses par rubrique budgétaire

A fin juin 2016, les dépenses publiques par rubrique ont été exécutées à hauteur de **2 036,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2 748,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **74,1%** comme indiqué dans le tableau 11.

Tableau 11: Exécution des dépenses par rubrique Budgétaire

Rubrique budgétaire	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016					
	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	Struct voté (%)	Exécution	Struct voté (%)	Taux Exéc. (%)
Bourse d'études	700 000 000	350 000 000	0,01	77 359 843	0,0	22,1
Charges communes	39 000 000 000	19 500 000 000	0,71	18 025 885 624	0,9	92,4
Contrepartie des projets	32 000 000 000	16 000 000 000	0,58	817 751 505	0,0	5,1
Dépenses exceptionnelles sur ressources extérieures	37 800 000 000	18 900 000 000	0,69		0,0	0,0
Dépenses exceptionnelles sur ressources propres	255 500 000 000	127 750 000 000	4,65	52 799 137 360	2,6	41,3
Dette publique	167 111 720 000	83 555 860 000	3,04	135 086 982 814	6,6	161,7
Financement des réformes	9 600 000 000	4 800 000 000	0,17	2 087 232 240	0,1	43,5
Fonctionnement des Institutions	206 002 298 025	103 001 149 013	3,75	132 312 670 356	6,5	128,5
Fonctionnement des Ministères	464 401 608 189	232 200 804 095	8,45	197 612 794 629	9,7	85,1
Frais financiers	78 325 328 200	39 162 664 100	1,42	40 333 881 595	2,0	103,0
Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	112 522 614 979	56 261 307 490	2,05	52 555 783 408	2,6	93,4
Investissements sur ressources extérieures	941 276 154 557	470 638 077 279	17,12	138 727 288 242	6,8	29,5
Investissements sur ressources propres	178 935 353 376	89 467 676 688	3,25	16 631 627 782	0,8	18,6
Investissements sur transfert aux Provinces et ETD	163 329 260 290	81 664 630 145	2,97	18 187 238 559	0,9	22,3
Rémunérations	1 981 589 519 145	990 794 759 573	36,05	976 349 669 721	47,9	98,5
Rétrocession aux Régies financières	170 434 437 787	85 217 218 894	3,10	67 188 946 984	3,3	78,8
Subventions aux organismes auxiliaires	39 301 103 125	19 650 551 563	0,71	4 033 518 588	0,2	20,5
Subventions aux services déconcentrés	9 500 000 000	4 750 000 000	0,17		0,0	0,0
Subventions aux services ex-BPO	14 000 000 000	7 000 000 000	0,25	6 757 327 472	0,3	96,5
Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement)	212 400 000 000	106 200 000 000	3,86	69 954 977 413	3,4	65,9
TVA remboursable	383 742 199 709	191 871 099 855	6,98	106 782 017 178	5,2	55,7
TOTAL GENERAL	5 497 471 597 384	2 748 735 798 692	100,00	2 036 322 091 315	100,0	74,1

Source: ESB/DPSB

Il ressort de ce tableau que les dépenses contraignantes ont été exécutées conformément à la programmation et ce, en dépit de contraintes des recettes. Par conséquent, les autres dépenses ont enregistré globalement des sous-consommations.

2.2.1.2.1. Bourse d'études

Les dépenses liées à la bourse d'études ont été exécutées à **0,08 milliard de FC** contre une prévision de **0,4 milliard de FC**, soit un taux de **22,1%**.

2.2.1.2.2. Charges communes

Les dépenses des charges communes ont été exécutées à hauteur de **18,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **19,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **92,4%** ce, en dépit de la surconsommation des crédits observée sur certaines sous rubriques, à savoir location satellite (**307,9%**) location immobilière (**334,7%**), frais médicaux et pharmaceutiques (**168,1 %**) et frais funéraires (**130,1%**).

Les détails de l'exécution des dépenses liées aux charges communes sont repris dans le tableau 12.

Tableau 12: Exécution des charges communes à fin juin 2016

Charges communes	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016					
	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	Struct voté (%)	Exécution	Struct voté (%)	Taux Exéc. (%)
46043 Fournitures énergétiques	2 395 218 000	1 197 609 000	6,14	1 830 025 055	10,2	152,8
56111 Communications et télécommunications	737 940 000	368 970 000	1,89	638 328 535	3,5	173,0
56112 Location satellite	861 115 500	430 557 750	2,21	1 325 673 898	7,4	307,9
56113 Alimentation en eau	11 614 916 500	5 807 458 250	29,78	915 574 410	5,1	15,8
56114 Alimentation en énergie électrique	9 099 434 528	4 549 717 264	23,33	2 978 956 503	16,5	65,5
56141 Location immobilière	1 552 953 500	776 476 750	3,98	2 598 818 124	14,4	334,7
56142 Frais d'hébergement	1 227 574 500	613 787 250	3,15	189 162 080	1,0	30,8
56151 Entretien de matériel et d'équipement	812 071 500	406 035 750	2,08	133 788 227	0,7	32,9
56184 Frais d'assurances	1 500 000 000	750 000 000	3,85		0,0	0,0
66444 Frais médicaux et pharmaceutiques	7 528 933 500	3 764 466 750	19,30	6 328 940 931	35,1	168,1
66445 Frais funéraires	1 669 842 472	834 921 236	4,28	1 086 617 861	6,0	130,1
TOTAL GENERAL	39 000 000 000	19 500 000 000	100,00	18 025 885 624	100,0	92,4

Source : ESB/DPSB

2.2.1.2.3. Contreparties des projets

A fin juin 2016, ces dépenses ont été exécutées à hauteur de **0,8 milliard de FC** contre une prévision linéaire de **16,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **5,1%** découlant notamment des projets ci-après :

- Contrepartie au titre du programme de la Relance Agricole dans la Province de l'Equateur (PRAPE) : **0,096 milliard de FC** contre une prévision linéaire de **0,09 milliard de FC**, soit un taux d'exécution de **103,5%** ;
- Contrepartie / Construction de Guichet Unique de Commerce : **0,15 milliard de FC** contre une prévision linéaire de **0,16 milliard de FC**, soit un taux d'exécution de **96,6%** ;
- Cimenterie de MAIKO : **0,1 milliard de FC** contre une prévision de **0,4 milliard de FC**, soit un taux d'exécution de **36,7%**.

Les détails de l'exécution des dépenses de contrepartie des projets sont repris dans le tableau 13.

Tableau 13 : Contreparties des projets.

Projet	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Exécution	Taux Exéc.
Contrepartie / Equipements divers	350 000 000	175 000 000		0,0
Contrepartie / appui à l'amélioration de la production vivrière	52 797 842	26 398 921		0,0
Contrepartie / Programme d'appui aux poles d'approv. de Kinshasa	135 535 389	67 767 695		0,0
Contrepartie / Programme de relance agricole dans la Province de l'équateur (PRAPE)	186 376 380	93 188 190	96 458 392	103,5
Contrepartie / Programme de relance agricole dans la Province de l'équateur(PRAPE)	35 198 561	17 599 281		0,0
Contrepartie / Programme de relance agricole dans la Province Orientale (PRAPO)	52 797 842	26 398 921		0,0
Contrepartie / Projet d'appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole PARRSA	102 236 509	51 118 255		0,0
Contrepartie / Projet d'appui aux groupements d'éleveurs / Senivel	44 160 467	22 080 234		0,0
Contrepartie / Projet de relance production semences / SENASEM	180 989 526	90 494 763		0,0
Contrepartie/ appui à la formation des Ingénieurs et techniciens en Ress. Renov.	52 797 842	26 398 921		0,0
Contrepartie/ Etude du Secteur Agricole	35 198 561	17 599 281		0,0
Contrepartie/Programme d'appui aux poles d'approvisionnement de Kinshasa	52 797 842	26 398 921		0,0
Contrepartie/ définition de la politique nationale de l'AT (UAAT)	543 960 634	271 980 317		0,0
Contrepartie/ élaboration des textes legaux et réglementaires produits (UAAT)	193 960 634	96 980 317		0,0
Contrepartie/ élaboration d'un schema national d'aménagement du territoire (UAAT)	193 960 634	96 980 317		0,0
Contrepartie / Appui au cadre intégré renforcé	350 000 000	175 000 000	35 154 000	20,1
Contrepartie / Construction de Guichet Unique de Commerce	310 627 301	155 313 651	150 000 000	96,6
Contrepartie/ Equipement divers / Don Belgique	700 000 000	350 000 000		0,0
Contre partie/ Développement Rural intégré de KITSHINI	70 000 000	35 000 000		0,0
Contre partie/ PAMOVI	79 100 000	39 550 000		0,0
Contre partie/ Réhab. de batiments administratifs dans le cadre du projet PADIR	140 000 000	70 000 000		0,0
Contre partie/ UCAG/MINIDER	60 900 000	30 450 000		0,0
Contrepartie / Equipement divers	381 743 061	190 871 531		0,0
Programme de construction de nouvelles infrastructures du Secrétariat Général	1 103 899 965	551 949 983		0,0
Programme de construction des nouvelles infrastructures de la GCK	446 179 368	223 089 684		0,0
Programme de construction des nouvelles infrastructures de la REGIDESO	323 062 907	161 531 454		0,0
Programme de partenariat Public-Privé avec subvention des investissement du Secrétariat Général	330 785 000	165 392 500	407 798 183	246,6
Programme de réhabilitation des infrastructures du Secrétariat Général	90 304 305	45 152 153		0,0
Contre partie/ Contrat d'études	350 000 000	175 000 000		0,0

	Projet	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Exécution	Taux Exéc.
	Contre partie/Projet élaboration du programme national des cours d'éducation à la vie	500 661 495	250 330 748		0,0
	Contrepartie / contrats d'études (APEP32, EDUCAT, vas-y Fille PROSEB, OPEQ, AETFP, SIGE)	350 000 000	175 000 000		0,0
	Contrepartie / La thématique liée au genre (Programme STAREC)	999 180 000	499 590 000		0,0
	Contrepartie / Production du guide d'autoformation à l'éducation sexuelle des jeunes	32 760 000	16 380 000		0,0
	Contrepartie / Projet d'appui à l'éducation en urgence	841 637 708	420 818 854		0,0
	Contrepartie / Projet destiné à la formation, au renouvellement et à la retraite des enseignants de l'EPSP	97 624 800	48 812 400		0,0
	Contrepartie / Projet en collaboration avec les co-sponsors l'ONUSIDA	32 760 000	16 380 000		0,0
	Contrepartie / Renforcement des capacités des médias et de l'IFASIC	655 200 000	327 600 000		0,0
	Contrepartie / TTISSA	314 496 000	157 248 000		0,0
ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	Contrepartie / Don BAD / Programme d'investissement forestier	1 050 416 036	525 208 018		0,0
FINANCES	Contrepartie/ Construction de Guichet à Kasindi	815 082 118	407 541 059		0,0
	Contrepartie/ Construction de Guichet à Mahagi	815 086 318	407 543 159		0,0
	Contrepartie/ Construction de Guichet Unique à Goma, Beni et Bukavu	815 090 519	407 545 260		0,0
GENRE, FAMILLE ET ENFANT	Contrepartie / Equipement divers	350 000 000	175 000 000		0,0
INDUSTRIE	Cimenterie de MAIKO	700 000 000	350 000 000	128 340 930	36,7
INTÉRIEUR ET SECURITE	Contrepartie / Equipements divers	1 808 991 937	904 495 969		0,0
	Contrepartie / Implantation du réseau VSAT et Kits solaires	1 400 000 000	700 000 000		0,0
	Contrepartie / Lancement du recensement administratif	3 723 195 000	1 861 597 500		0,0
PLAN	Appui à la PGAI	105 000 000	52 500 000		0,0
	Fonds National de Renforcement des Capacités	350 000 000	175 000 000		0,0
	Organisation 2eme recensement Général de la Population et de l'habitat (RPG) / DPRH / UNFRA	945 000 000	472 500 000		0,0
	Projet de renforcement de l'institution de l'INS	350 000 000	175 000 000		0,0
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Observatoire des mouvements des volcans	44 992 850	22 496 425		0,0
	Programme AIST/NEPAD : Production des indicateurs de la Science, Technologie et de l'innovation (SII)	44 992 850	22 496 425		0,0
SANTE	Contrepartie / Sida Fonds Mondial	1 316 011 047	658 005 524		0,0
	Contrepartie / Tuberculose	1 383 380 062	691 690 031		0,0
	Contrepartie PNSR / Contraceptifs	1 050 000 000	525 000 000		0,0
	Contrepartie Projet INRB / Construction de laboratoire P3	500 000 000	250 000 000		0,0
	Contrepartie/ Paludisme	966 881 903	483 440 952		0,0
	Contrepartie/ SG Santé Activité de PEV Systématique	1 171 709 582	585 854 791		0,0
	Contrepartie/ Vaccination Fonds GAVI	1 520 479 205	760 239 603		0,0
	Total général	32 000 000 000	16 000 000 000	817 751 505	5,1

Source : ESB/DPSB

2.2.1.2.4. Dépenses exceptionnelles

Les dépenses exceptionnelles à fin juin 2016, décaissées essentiellement sur ressources propres, s'élèvent à **52,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire **127,7 milliards** de FC, soit un taux d'exécution de **41,3%**.

Elles se rapportent aux opérations électorales pour un montant de **51,7 milliards de FC (41,7%)**, aux actions humanitaires pour un import de **0,9 milliard de FC (53,9%)**, à la réserve budgétaire pour une enveloppe de **0,2 milliard de FC (9,6%)**. Le tableau 14 reprend les détails de l'exécution de ces dépenses.

Tableau 14 : Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

Code / Nature	Administration	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016					
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	Struct voté (%)	Exécution	Struct voté (%)	Taux Exéc. (%)
31	BUDGET	4 000 000 000	2 000 000 000	1,6	192 737 360	0,4	9,6
31100	Cabinet	4 000 000 000	2 000 000 000	1,6	192 737 360	0,4	9,6
66431	Fonds spécial d'intervention	4 000 000 000	2 000 000 000	1,6	192 737 360	0,4	9,6
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	3 500 000 000	1 750 000 000	1,4	942 400 000	1,8	53,9
70200	Secrétariat Général	3 500 000 000	1 750 000 000	1,4	942 400 000	1,8	53,9
66432	Interventions pour catastrophes naturelles, calamités et accidents majeurs	3 500 000 000	1 750 000 000	1,4	942 400 000	1,8	53,9
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	248 000 000 000	124 000 000 000	97,1	51 664 000 000	97,9	41,7
77100	Bureau	248 000 000 000	124 000 000 000	97,1	51 664 000 000	97,9	41,7
66431	Fonds spécial d'intervention	248 000 000 000	124 000 000 000	97,1	51 664 000 000	97,9	41,7
TOTAL GENERAL		255 500 000 000	127 750 000 000	100,0	52 799 137 360	100,0	41,3

Source : ESB/DPSB

2.2.1.2.6 Dette publique et frais financiers

Le service de la dette prévu en 2016 se chiffre à **122,7 milliards de FC** dont **83,6 milliards de FC** au titre du principal et **39,2 milliards de FC** au titre de frais financiers.

Au 30 juin 2016, l'exécution du principal a atteint un niveau de **135,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **161,7%** et les frais financiers un montant de **40,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **103,0%**. Les détails de ces dépenses sont repris dans le tableau 15.

Tableau 15 : Dette publique et Frais financiers

Rubrique	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016					
	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	Struct voté (%)	Exécution	Struct voté (%)	Taux Exéc. (%)
DETTE PUBLIQUE	167 111 720 000	83 555 860 000	100,0	135 086 982 815	100,0	161,7
Dettes intérieure	20 000 000 000	10 000 000 000	12,0	28 369 048 053	21,0	283,7
Dettes extérieure	147 111 720 000	73 555 860 000	88,0	106 717 934 762	79,0	145,1
FRAIS FINANCIERS	78 325 328 200	39 162 664 100	100,0	40 333 881 595	100,0	103,0
Frais financiers intérieurs	61 149 848 200	30 574 924 100	78,1	31 372 274 103	77,8	102,6
Frais financiers extérieurs	17 175 480 000	8 587 740 000	21,9	8 961 607 492	22,2	104,4
TOTAL DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS	245 437 048 200	122 718 524 100		175 420 864 410		142,9

Source : ESB/DPSB

2.2.1.2.7 Financement des réformes

Le montant décaissé pour le financement des réformes au cours du premier semestre 2016 s'élève à **2,1 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **4,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **43,5%**.

2.2.1.2.9 Subventions et transferts

Cette rubrique concerne les interventions économiques, les rétrocessions aux régies financières, les subventions aux organismes auxiliaires, aux services déconcentrés et aux Ex-BPO, les transferts aux provinces et ETD (Fonctionnement).

- Rétrocession aux administrations financières : **67,2 milliards de FC** contre **85,2 milliards de FC** prévus, soit un taux d'exécution de **78,8%** en vue de mobiliser les recettes et de couvrir les frais de fonctionnement de ces administrations ;
- Subventions aux organismes auxiliaires : **4,0 milliards de FC** contre une prévision de **19,7 milliards de FC**, accusant un taux d'exécution de **20,5%** ;
- Services Ex-BPO : **6,8 milliards de FC** contre **7,0 milliards de FC** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **96,5%** ;
- Interventions économiques : **52,6 milliards de FC** contre **56,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **93,4%** ;
- Transfert aux provinces au titre de fonctionnement : Ces dépenses ont été exécutées à hauteur de **70,0 milliards de FC**, contre une prévision de **106,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **65,9%**. Le tableau 16 en donne les détails.

Tableau 16 : Transferts en Provinces

Provinces		Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struct. Prév.	Exécution	Struct. Exéc.	Taux Exéc.
01	BAS UELE	5 263 529 310	2 631 764 655	2,5	1 427 058 267	2,0	54,2
02	EQUATEUR	4 906 855 707	2 453 427 854	2,3	1 630 210 191	2,3	66,4
03	HAUT-KATANGA	15 567 746 214	7 783 873 107	7,3	2 860 438 849	4,1	36,7
04	HAUT-LOMAMI	8 943 868 632	4 471 934 316	4,2	2 277 563 872	3,3	50,9
05	HAUT-UELE	5 263 529 310	2 631 764 655	2,5	1 756 684 714	2,5	66,7
06	ITURI	5 263 529 310	2 631 764 655	2,5	1 940 251 505	2,8	73,7
07	KASAI	6 905 872 237	3 452 936 119	3,3	2 762 778 245	3,9	80,0
08	KASAI-ORIENTAL	6 003 706 048	3 001 853 024	2,8	1 824 678 255	2,6	60,8
09	KONGO CENTRAL	17 444 875 302	8 722 437 651	8,2	7 103 453 731	10,2	81,4
10	KWANGO	5 616 083 060	2 808 041 530	2,6	1 139 234 162	1,6	40,6
11	KWILU	5 616 083 060	2 808 041 530	2,6	2 017 685 866	2,9	71,9
12	LOMAMI	6 003 703 045	3 001 851 523	2,8	1 699 527 128	2,4	56,6
13	LUALABA	8 943 868 632	4 471 934 316	4,2	1 659 042 818	2,4	37,1
14	KASAI CENTRAL	6 905 872 237	3 452 936 119	3,3	1 935 827 883	2,8	56,1
15	MAI-NDOMBE	5 616 083 060	2 808 041 530	2,6	1 116 193 278	1,6	39,7
16	MANIEMA	11 516 177 867	5 758 088 934	5,4	4 858 008 627	6,9	84,4
17	MONGALA	4 906 855 707	2 453 427 854	2,3	1 205 980 246	1,7	49,2
18	NORD-KIVU	13 634 919 651	6 817 459 826	6,4	5 035 028 948	7,2	73,9
19	NORD-UBANGI	4 906 855 707	2 453 427 854	2,3	1 077 515 266	1,5	43,9
20	SANKURU	6 003 700 048	3 001 850 024	2,8	1 636 082 958	2,3	54,5
21	SUD-KIVU	12 810 949 309	6 405 474 655	6,0	5 720 388 996	8,2	89,3
22	SUD-UBANGI	4 906 855 707	2 453 427 854	2,3	1 547 718 954	2,2	63,1
23	TANGANYIKA	8 943 868 632	4 471 934 316	4,2	2 424 693 405	3,5	54,2
24	TSHOPO	5 263 529 311	2 631 764 656	2,5	1 967 659 755	2,8	74,8
25	TSHUAPA	4 906 855 707	2 453 427 854	2,3	1 354 640 132	1,9	55,2
26	VILLE-PROVINCE DE KINSHASA	20 334 227 190	10 167 113 595	9,6	9 976 631 362	14,3	98,1
Total transferts aux Provinces(Fonctionnement)		212 400 000 000	106 200 000 000	100,0	69 954 977 413	100,0	65,9

Source : ESB/DPSB

2.2.1.2.10. Rémunérations

Les rémunérations payées à fin juin 2016 se sont chiffrées à **976,3 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **990,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,5%**. Les détails y relatifs sont consignés au tableau n°17.

Tableau 17 : Dépenses des rémunérations

	Section	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struct. Prév.	Exécution	Struct. Exéc.	Taux Exéc.
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	43 329 511 554	21 664 755 777	2,2	21 512 144 552	2,2	99,3
11	PRIMATURE	13 242 221 687	6 621 110 844	0,7	6 654 715 780	0,7	100,5
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	690 438 888	345 219 444	0,0	344 680 404	0,0	99,8
16	ASSEMBLÉE NATIONALE	76 373 113 402	38 186 556 701	3,9	27 396 355 874	2,8	71,7
17	SÉNAT	24 198 894 280	12 099 447 140	1,2	9 383 259 387	1,0	77,6
20	POUVOIR JUDICIAIRE	60 577 867 874	30 288 933 937	3,1	30 068 733 627	3,1	99,3
21	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	28 481 948 242	14 240 974 121	1,4	14 314 344 362	1,5	100,5
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	13 034 393 563	6 517 196 782	0,7	6 994 340 197	0,7	107,3
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE	1 411 451 094	705 725 547	0,1	711 205 274	0,1	100,8
24	DECENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIÈRES	6 013 399 608	3 006 699 804	0,3	2 997 596 139	0,3	99,7
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	208 811 100 928	104 405 550 464	10,5	101 162 552 773	10,4	96,9
27	DÉFENSE	249 316 799 255	124 658 399 628	12,6	124 404 466 026	12,7	99,8
28	ANCIENS COMBATTANTS	216 365 529	108 182 765	0,0	67 632 306	0,0	62,5
29	ÉCONOMIE NATIONALE	2 712 590 850	1 356 295 425	0,1	1 329 564 776	0,1	98,0
30	FINANCES	43 748 488 464	21 874 244 232	2,2	22 547 406 516	2,3	103,1
31	BUDGET	29 508 789 924	14 754 394 962	1,5	16 168 147 799	1,7	109,6
32	PLAN	7 015 807 965	3 507 903 983	0,4	3 970 448 963	0,4	113,2
33	RECONSTRUCTION	215 605 704	107 802 852	0,0	104 799 036	0,0	97,2
34	JUSTICE	6 783 246 928	3 391 623 464	0,3	3 575 963 274	0,4	105,4
35	RÉFORMES INSTITUTIONNELLES	75 830 388	37 915 194	0,0	37 251 270	0,0	98,2
36	RÉLATIONS AVEC LE PARLEMENT	1 418 809 392	709 404 696	0,1	690 172 830	0,1	97,3
37	SANTÉ	163 920 982 306	81 960 491 153	8,3	84 783 541 525	8,7	103,4
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE	572 192 480 733	286 096 240 367	28,9	288 433 230 326	29,5	100,8
39	ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	70 155 968	35 077 984	0,0		0,0	0,0
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	162 143 260 663	81 071 630 332	8,2	84 120 482 034	8,6	103,8
41	RÉCHERCHE SCIENTIFIQUE	21 248 933 520	10 624 466 760	1,1	10 548 962 634	1,1	99,3
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	37 647 316 116	18 823 658 058	1,9	18 748 566 712	1,9	99,6
43	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISME ET HABITAT	1 973 812 668	986 906 334	0,1	961 046 082	0,1	97,4
44	AGRICULTURE	21 495 147 816	10 747 573 908	1,1	10 408 545 001	1,1	96,8
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	7 858 634 796	3 929 317 398	0,4	3 885 415 848	0,4	98,9
46	INDUSTRIE	2 376 465 276	1 188 232 638	0,1	1 179 767 315	0,1	99,3
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	2 309 709 228	1 154 854 614	0,1	1 141 862 677	0,1	98,9
48	MINES	2 681 814 437	1 340 907 219	0,1	1 317 257 506	0,1	98,2
49	HYDROCARBURES	223 894 740	111 947 370	0,0	107 766 216	0,0	96,3
50	ÉNERGIE	3 183 822 120	1 591 911 060	0,2	1 802 675 683	0,2	113,2
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	6 506 302 849	3 253 151 425	0,3	3 233 325 941	0,3	99,4
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)	1 040 333 760	520 166 880	0,1	512 425 196	0,1	98,5
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	24 941 586 716	12 470 793 358	1,3	12 848 566 922	1,3	103,0

Section	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struct. Prév.	Exécution	Struct. Exéc.	Taux Exéc.
54 DROITS HUMAINS	464 228 928	232 114 464	0,0	229 355 178	0,0	98,8
55 AFFAIRES FONCIERES	2 985 104 328	1 492 552 164	0,2	1 480 075 768	0,2	99,2
56 ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	6 915 421 416	3 457 710 708	0,3	3 425 389 240	0,4	99,1
57 TOURISME	3 160 012 752	1 580 006 376	0,2	1 556 628 575	0,2	98,5
58 CULTURE ET ARTS	4 002 376 692	2 001 188 346	0,2	2 026 337 356	0,2	101,3
59 JEUNESSE	4 275 517 763	2 137 758 882	0,2	2 019 725 751	0,2	94,5
60 SPORTS ET LOISIRS	1 766 315 244	883 157 622	0,1	1 258 971 728	0,1	142,6
61 FONCTION PUBLIQUE	34 336 800 119	17 168 400 060	1,7	18 293 577 611	1,9	106,6
62 EMPLOI ET TRAVAIL	8 167 271 152	4 083 635 576	0,4	3 364 990 534	0,3	82,4
63 PREVOYANCE SOCIALE	1 414 439 616	707 219 808	0,1	703 838 078	0,1	99,5
64 AFFAIRES SOCIALES	23 790 723 134	11 895 361 567	1,2	12 324 554 387	1,3	103,6
65 GENRE, FAMILLE ET ENFANT	2 682 317 444	1 341 158 722	0,1	1 272 322 711	0,1	94,9
69 COOPERATION REGIONALE	462 914 844	231 457 422	0,0	231 467 106	0,0	100,0
70 ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	275 896 551	137 948 276	0,0	84 985 668	0,0	61,6
74 PORTEFEUILLE	2 902 537 456	1 451 268 728	0,1	1 479 176 770	0,2	101,9
77 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	24 204 629 160	12 102 314 580	1,2	2 603 877 960	0,3	21,5
79 CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	1 758 753 305	879 376 653	0,1	1 363 182 012	0,1	155,0
80 CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	3 798 664 500	1 899 332 250	0,2	1 857 435 784	0,2	97,8
81 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	1 489 616 518	744 808 259	0,1	386 743 500	0,0	51,9
90 PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	3 744 648 992	1 872 324 496	0,2	1 827 815 221	0,2	97,6
Total Rémunération	1 981 589 519 145	990 794 759 572	100,0	976 259 669 721	100,0	98,5

Source : ESB/DPSB

2.2.1.3. Dépenses de lutte contre la pauvreté

Les efforts du Gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté sont perçus à travers les dépenses pro-pauvres, qui sont celles liées aux secteurs retenus dans la définition des dépenses ad hoc, approuvée par le Gouvernement avec les partenaires au développement depuis 2003.

A fin juin 2016, ces dépenses ont été exécutées à hauteur de **686,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1 028,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **66,8%**. Un accent particulier a été mis sur les dépenses les dépenses de personnel, exécutées à hauteur de **496,4 milliards de FC** contre **493,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **100,5%**. Les détails y relatifs sont consignés au tableau n°18.

Tableau 18: Dépenses de lutte contre la pauvreté

Code Nature	Nature	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016					
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	Struct voté (%)	Exécution	Struct voté (%)	Taux Exéc. (%)
3	Dépenses de personnel	987 730 875 205	493 865 437 603	48,0	496 449 732 574	72,3	100,5
4	Biens et matériels	20 725 278 507	10 362 639 254	1,0	9 643 520 307	1,4	93,1
5	Dépenses de prestations	74 376 085 985	37 188 042 993	3,6	12 242 008 585	1,8	32,9
6	Transfert et interventions de l'Etat	85 940 156 643	42 970 078 322	4,2	31 229 184 475	4,6	72,7
7	Equipements	598 789 110 936	299 394 555 468	29,1	75 328 550 238	11,0	25,2
8	Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	288 348 020 062	144 174 010 031	14,0	61 414 640 603	8,9	42,6
	TOTAL	2 055 909 527 338	1 027 954 763 669	100,0	686 307 636 781	100,0	66,8

Source : ESB/DPSB

2.2.2. Budgets annexes

A fin juin 2016, les dépenses de budgets annexes ont été exécutées globalement à hauteur de **352,9 milliards de FC** par rapport aux prévisions linéaires de **415,2 milliards de FC**, ce qui représente un taux d'exécution de **85,0%**.

2.2.3. Comptes spéciaux

Les dépenses des comptes spéciaux ont été exécutées globalement à hauteur de **84,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **183,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **46,0%**.

Tableau n°19 Exécution des dépenses de comptes spéciaux

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES 2016			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	EXECUTION A FIN JUIN	TAUX EXEC.
1	FONER	113 860 573 845	56 930 286 923	46 504 681 576	81,7
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION (FPEN)	3 797 653 890	1 898 826 945	649 398 815	34,2
3	FONDS DE CONTRE PARTIE	10 533 913 941	5 266 956 971	2 217 388 885	42,1
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	134 193 641 429	67 096 820 715	20 531 627 139	30,6
5	OFFICE DE PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE DU CONGO (OPEC)	588 380 919	294 190 460		0,0
6	REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	83 475 130 200	41 737 565 100	10 684 816 666	25,6
7	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	14 182 884 341	7 091 442 171	822 607 292	11,6
8	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE (FPC)	6 045 492 959	3 022 746 480	2 971 359 789	98,3
	TOTAL DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX	366 677 671 524	183 338 835 762	84 381 880 162	46,0

Source : DPSB

2.3. Exécution du Budget par axe du Programme d'action du Gouvernement (PAG)

Le budget 2016 a été élaboré et exécuté conformément au PAG. Au premier semestre, la présentation par axe du PAG se décline de la manière ci-après :

Axe 1 : Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat.

Dans le cadre de cet objectif, les dépenses effectuées ont atteint **745,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **915,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **81,4 %** ;

Axe 2 : Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emploi

Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement a débloqué une somme de **415,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **699,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **59,4 %**.

Axe 3 : Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base

Une somme de **80,6 milliards de FC** a été débloquée pour atteindre cet objectif contre une prévision linéaire de **172,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **46,9 %**.

Axe 4 : Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population

Un montant de **756,5 milliards de FC** a été décaissé pour cet axe contre une prévision linéaire de la période de **919,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **82,3 %**.

Axe 5 : Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté

Dans le cadre de renforcement du capital humain, une somme de **19,3 milliards de FC** a été décaissée contre une prévision linéaire de la période de **21,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **89,1%** ;

Axe 6 : Renforcer la diplomatie et la coopération au développement

Les actions menées au cours du premier semestre dans le cadre du renforcement de la diplomatie et la coopération au développement ont nécessité un montant de **19,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de la période de **20,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **92,4 %**.

Tableau n°20 : Exécution des dépenses par axes

AXE	Montant Voté	Prév. Lin.(6 mois)	Struct. Voté	Exécution	Struct. Exéc.	Tx. Exéc.
1 POURSUIVRE ET FINALISER LES REFORMES INSTITUTIONNELLES EN VUE DE RENFORCER L'EFFICACITE DE L'ETAT	1 831 491 713 222	915 745 856 611	33,3	745 441 108 200	36,6	81,4
2 CONSOLIDER LA STABILITE MACROECONOMIQUE ET ACCELERER LA CROISSANCE ET LA CREATION D'EMPLOIS	1 398 492 074 842	699 246 037 421	25,4	415 523 004 698	20,4	59,4
3 POURSUIVRE LA CONSTRUCTION ET LA MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DE BASE	343 941 789 912	171 970 894 956	6,3	80 604 963 681	4,0	46,9
4 AMELIORER LE CADRE DE VIE ET LES CONDITIONS SOCIALES DE LA POPULATION	1 839 185 394 810	919 592 697 405	33,5	756 477 934 256	37,1	82,3
5 RENFORCER LE CAPITAL HUMAIN ET L'EDUCATION A LA CITOYENNETE	43 206 639 872	21 603 319 936	0,8	19 254 195 109	0,9	89,1
6 RENFORCER LA DIPLOMATIE ET LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	41 153 984 726	20 576 992 363	0,7	19 020 885 370	0,9	92,4
Total général	5 497 471 597 384	2 748 735 798 692	100,0	2 036 322 091 315	100,0	74,1

Source : ESB/DPSB

Par ailleurs, il sied de signaler que dans le cadre du PAG, un certain nombre de projets à impact visible ont été exécutés à travers les actions ci-après :

- Reconstruction et de Réhabilitation des Infrastructures Scolaires dans le cadre du projet ad hoc (PRRIS) ;
- équipement des Structures Sanitaires dans le cadre du PESS ;
- Construction des tribunaux de paix (PRO TRIPAIX) ;
- Construction des Stades Municipaux (PROSTAM) ;
- Travaux d'assainissement de la Ville de Kinshasa ;
- Travaux d'entretien et de mécanisation des axes Nguba-Kamina ;
- Mise en œuvre de la phase II du parc agroindustriel de Bukangalonzo et du projet de marché international de Maluku ;

- Organisation de la première Conférence sur les investissements privés dans la Région de Grands Lacs.

2.4. Solde budgétaire à fin juin 2016

Globalement, les recettes de l'Etat ont atteint **2 305,7 milliards de FC** à fin juin 2016 contre les dépenses exécutées à hauteur de **2 473,6 milliards de FC**, soit un solde global **négatif de 167,9 milliards de FC**.

Les recettes du Budget général réalisées à hauteur de **1 857,1 milliards de FC** ont permis de couvrir les dépenses correspondantes exécutées à hauteur de **2 036,3 milliards de FC**, dégageant ainsi un solde **négatif de 179,2 milliards de FC**.

Le solde du Budget Général a été financé par la consommation des dépôts de l'Etat accumulés auprès du système bancaire.

CONCLUSION

L'exécution du budget à fin juin 2016 dégage un solde global négatif de **167,9 milliards de FC**.

Les recettes mobilisées au cours du premier semestre 2016 n'ont pas atteint la hauteur des assignations, en raison principalement de l'évolution baissière des cours des principaux produits d'exportation du pays.

En dépit des contreperformances des recettes mobilisées, les dépenses contraignantes ont été exécutées conformément à la programmation, ainsi que certains projets prioritaires notamment dans les secteurs agricoles, scolaires, sanitaires et des infrastructures.

Pour contenir la pression des dépenses et éviter la dégradation du cadre macroéconomique, des mesures de réduction de train de vie ont été appliquées à toutes les institutions, entraînant des sous consommations dans les autres rubriques.

En vue de faire face à cette situation, le Gouvernement a pris un train de mesures visant à stabiliser et relancer l'activité économique.